



# COLLOQUE NATIONAL EN HOMMAGE A JEAN-MARC ELA



## Thème

# La Question Sociale au Cameroun FORMES, ENJEUX ET PISTES DE REponses

Sous la coordination du Département de Sociologie de l'Université de Yaoundé I  
et du Laboratoire camerounais d'études et de recherches sur les sociétés  
contemporaines (CERESC)

Université de Yaoundé I,  
du 06 au 08 octobre 2021

## APPEL À COMMUNICATIONS

### Argumentaire

Jusqu'au milieu de la décennie 1980, le Cameroun jouissait d'une relative aisance économique avec un taux de croissance soutenu. Le pays fonctionnait sur le régime économique des plans quinquennaux qui permettaient la réalisation de grands projets aussi bien infrastructuraux que sociaux. Le niveau de vie était relativement acceptable. Le taux de chômage n'était pas un drame social. La production pétrolière dont le pic fut atteint précisément en 1986 contribua à doper les revenus issus des recettes d'exportation. Trois événements sont venus clore ce cycle historique : l'inscription progressive des sociétés africaines dans une temporalité politique délibérative (la démocratisation) dans un contexte de crise économique ; l'accentuation du processus d'intensification des rapports sociaux planétaires (la cosmopolitisation) et enfin, l'explosion et la redécouverte des formes de convivialités communautaires infra étatiques (la communaucratization). En dépit du fait que ces trois phénomènes que sont la démocratisation, la cosmopolitisation et l'ethnicisation inflationniste des rapports sociaux ne soient pas tous associés aux dynamiques propres aux sociétés africaines, ils ont exercé une intense et singulière pression sur le réservoir classique de pouvoir dont jouissait l'État dans nos sociétés. Irréversiblement, l'État ne peut plus maintenir dans le silence sa propre population et ceux qui, hors de son territoire se mêlent de ses affaires internes se sont démultipliés au moment même où il affronte une crise durable de liquidités, ainsi qu'une crise morale d'allégeance exclusive.

Comme bien d'autres États dans le monde, l'État au Cameroun n'est désormais plus capable d'appliquer des « politiques autonomes ». Des acteurs politiques non étatiques influencent désormais de manière



significative et ostentatoire les conditions de vie des individus. Les acteurs de l'économie mondiale (la Banque Mondiale, le FMI, l'OMC, les multinationales, etc.) exploitent, à leur avantage, la globalisation et se transforment, de fait, en acteurs politiques disposant d'un pouvoir instituant. D'un autre côté, émergent des mouvements de protestations, ainsi que des mouvements parareligieux criminogènes à vocation transnationale qui, non seulement portent par la terreur le fantasme d'une régulation théocratique de la société, mais aussi se constituent en véritables contre-pouvoirs, mobilisant les opinions publiques, divisant la société et exerçant des pressions critiques sur l'infrastructure stato-nationale. Des demandes sociales et politiques inédites se croisent. Les réponses institutionnelles à ces demandes critiques apparaissent peu rassurantes. Les fractures à répétition du consensus social qui se manifestent par la diversité des formes d'adversités critiques conduisant à la montée de l'insécurité, l'aggravation des inégalités, l'exaltation des mesures d'austérité, les faiblesses du système de santé et de protection sociale, laissent entrevoir que la question sociale constitue aujourd'hui l'épine dorsale des préoccupations populaires. De la désagrégation du pacte social qui désaffilie progressivement l'individu à la construction de l'identité nationale, viennent s'aligner d'autres problématiques qui structurent les peurs pour l'avenir : la misère, le chômage, la jeunesse, l'habitat, les équilibres ethno-communautaires, la sécurité, la protection sociale, les conditions salariales, l'instrumentalisation du religieux, l'exclusion sociale, l'immigration, l'accès aux services sociaux de base, etc. Ces casse-têtes sociaux qui questionnent l'efficacité de l'État et des institutions face aux inégalités et à la stratification sociales déterminent, dès lors, la composition ou la décomposition de la structure sociale dans ses prétentions profondes du vivre ensemble.

La question sociale est alors au cœur de la vie et de l'organisation sociale dont elle interroge sans cesse les fondements. De fait, elle est caractéristique du type d'interaction que les organes centraux de production, à l'instar de l'État, entretiennent avec le reste de la société démembrée autour des groupes de pression, des syndicats, des groupes d'intérêt, de la société civile, des partis politiques, etc. C'est bien la question sociale qui a déterminé et structuré le contexte historique de naissance de la sociologie dans la seconde moitié du 19ème siècle en Europe avec les grandes figures comme Emile Durkheim, Max Weber, Georg Simmel et bien d'autres.

Le présent colloque souhaite créer le cadre d'un dialogue critique entre sociologues et spécialistes locaux des sciences sociales, en vue de croiser leurs vues sur une question qui, historiquement, a servi de socle factuel à la structuration du discours sociologique et qui se pose à nos sociétés sous des formes spécifiques avec des enjeux inédits dont il s'agit d'interroger la portée profonde. Il se veut à la fois théorique et pratique, tout en ambitionnant ouvrir la voie à un nouveau cycle de dynamisation de l'activité et de la pratique sociologiques, dans un contexte camerounais où la perception de l'importance de la discipline sort à peine des cénacles académiques et universitaires. Sans clore la liste des chantiers, les propositions de communications qui devraient être les plus innovantes possibles, doivent s'inscrire dans l'un des huit axes ci-dessous :

**Axe n°1 : La question sociale : perspectives épistémologiques et théoriques**

**Axe n°2 : Les nouveaux visages de la précarité et de l'exclusion sociale**

**Axe n°3 : Les nouvelles fractures sociales, culturelles et identitaires**

**Axe n°4 : Les politiques sociales aujourd'hui : genèse, évolution et évaluation**

**Axe n°5 : Les crises sociales et leurs réponses institutionnelles**

**Axe n°6 : La question foncière et les nouvelles formes de luttes sociales**

**Axe n°7 : Maladie, système de santé et résilience**

**Axe n°8 : Jean Marc Ela, penseur du social**

## **Modalités de soumission**

Les propositions de communication de 300 à 500 mots, en français ou en anglais, doivent être envoyées avant **le 25 mars 2021** simultanément aux adresses suivantes : **questionsociale.uy1@gmail.com ; depart.socio20@gmail.com**. Elles comprendront les éléments suivants : titre de la communication ; nom et



prénom du chercheur ; université ou organisme de rattachement ; résumé de la communication ; mots-clés. Le comité d'organisation insiste fortement sur le caractère original et récent du travail proposé.

## Calendrier

- **25 mars 2021** : date limite d'envoi des propositions de communication
- **20 avril 2021** : Notification aux auteurs de l'acceptation ou du refus de leurs propositions
- **20 juin 2021** : Remise du texte complet de la communication
- **06-08 octobre 2021** : Tenue du colloque à l'Université de Yaoundé I

## Comité scientifique

**Pr. Joseph-Marie ZAMBO BELINGA** (Université de Yaoundé I) ; **Pr. Jean NZHIE ENGONO** (Université de Yaoundé I) ; **Pr. Emmanuel KAMDEM** (Université de Douala) ; **Pr. Achille MBEMBE** (University of Wittzwatland); **Pr. Laurent Charles BOYOMO ASSALA** (Université de Yaoundé II); **Pr. Emmanuel YENSHU WUBO** (University of Buea) ; **Pr. Saïbou ISSA** (Université de Maroua) ; **Pr. Jean NJOYA** (Université de Yaoundé II); **Pr. Paul TCHAWA** (Université de Yaoundé I) ; **Pr. Honoré MIMCHE** (Université de Yaoundé II); **Pr. MOTAZE AKAM** (Université de N'Gaoundéré) ; **Pr. Viviane ONDOUA BIWOLE** (Université de Yaoundé II); **Pr. Savage NJIKAM** (Université de Douala); **Pr. Joyce ENDELEY** (University of Buea) ; **Pr. Romain Charles MBELE** (Université de Yaoundé I) ; **Pr. NTUDA EBODE** (Université de Yaoundé II); **Pr. Robert KPWANG** (Université de Yaoundé I) ; **Pr Armand LEKA ESSOMBA** (CERESC/Université de Yaoundé I) ; **Pr. Yves Bertrand DJOUDA** ( Université de Yaoundé I) ; **Pr. Christian BIOS** ( Université de Yaoundé I) ; **Pr. Samuel Beni ELLA ELLA** (Université de Yaoundé I) ; **Pr. Alfred NGANDO** ( Université de Yaoundé II) ; **Pr. Antoine SOCPA** (Université de Yaoundé I) ; **Pr. Nadine MACHIKOU** (Université de Yaoundé II) ; **Pr. Mathias-Eric OWONA NGUINI** (Université de Yaoundé II) ; **Pr. Willybroad DZE-NGWA** (Université de Yaoundé I) ; **Pr. Paul ABOUNA** (Université de Yaoundé I) ; **Pr François WASSOUNI** (Université de Maroua) ; **Pr. Vivien MELI MELI** (Université de Dschang) ; **Pr. Ibrahim Bienvenu MOULIOM MOUNGBAKOU** (Université de Maroua); **Pr. Charles NGADJIFNA** (Université de Douala); **Pr Jean-Emet NODEM** (Université de Dschang) ; **Pr. Pascal MBAHA** (Université de Douala) ; **Pr. Paschal KUM AWA** (Université de Yaoundé I) ; **Pr. Jacques Philippe TSALA TSALA** (Université de Yaoundé I) ; **Pr. Emile KENMOGNE** (Université de Yaoundé I) ; **Pr. Edouard BOKAGNE BETOBO** (Université de Yaoundé I) ; **Pr Claude ABE** (UCAC) ; **Pr Désiré MANIRAKIZA** (UCAC).

## Comité de coordination et secrétariat

**Armand LEKA ESSOMBA** (CERESC/Université de Yaoundé I) ; **Vivien MELI MELI** (Université de Dschang) ; **Ibrahim Bienvenu MOULIOM MOUNGBAKOU** (Université de Maroua) ; **Charles NGADJIFNA** (Université de Douala) ; **Yves-Bertrand DJOUDA** ( Université de Yaoundé I) ; **FALNA TAUBIC** (Université de Ngaoundéré); **Honoré MIMCHE** ( CERESC/Université de Yaoundé II-IFORD) ; **Désiré MANIRAKIZA** (UCAC) ; **Robert MBA** (Université de Yaoundé I) ; **Jean-Marcellin MANGA** (CERESC/Université de Yaoundé II); **Edmond MBALLA ELANGA VII** (REJAC/Université de Douala); **Gérard AMOUGOU** (CERDAP/Université de Yaoundé II); **Morell MELIKI** (CERESC/Université de Yaoundé I) ; **Ferdinand MBEN LISSOUCK** (CERESC/Université de Yaoundé I) ; **Solange ESSOMBA** (Université de Yaoundé I) ; **Henri TEDONGMO TEKOU** (Université de Yaoundé I); **NJOYA MAMA** (Université de Yaoundé I) ; **Achille PINGHANE** (Université de Yaoundé I) ; **Jeannette LEUMAKO** (Université de Yaoundé I), **Albert NNA NTIMBAN** (Université de Yaoundé I) ; **Edith NDJAH ETOLO** (CERESC/Université de Yaoundé I) ; **Moustapha NSANGOU** (Université de Yaoundé I) ; **Caroline NGAMCHARA** (Université de Yaoundé I) ; **Perrier NGUEULIEU** (CERESC/Université de Yaoundé I) ; **Salifou NDAM** (CERESC/Université de Yaoundé I/CNE) ; **José-Donadoni MANGA** (CERESC/CNE) ; **Sylvestre NOA** (CERESC/Université de Yaoundé I) ; **Salomon ESSAGA** (CERESC/Université de Yaoundé I) ; **Yves OBAME** (CERESC/Université de Yaoundé I) ; **Cédric KEGMO**( CERESC/Université de Yaoundé I) ; **Patrick ESSIGUE** ( CERESC/Université de Yaoundé I).